



**HAL**  
open science

## Camus aujourd'hui

Jeanyves Guérin

► **To cite this version:**

Jeanyves Guérin. Camus aujourd'hui. Fernando Gomes; Odete Jubilado; Margarita Reffoios; Carla Castro. (Re)lire Albert Camus Études interdisciplinaires, 5, Le Manuscrit, p. 19-39, 2016, Exotopies, 9782304045727. hal-01446748

**HAL Id: hal-01446748**

**<https://hal.science/hal-01446748>**

Submitted on 26 Jan 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## CAMUS AUJOURD'HUI

Ne pas céder : tout est là (Albert Camus, *Carnets. Œuvres complètes*, t. 2, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 2006, p. 833)

Les lendemains ne chantent jamais que pour les hommes libres. (Boualem Sansal, *Le Serment des barbares*, Gallimard, 1999, p. 335)

Le cinquantenaire de sa mort a suscité une inflation de livres bâclés qui sont déjà oubliés. Le centenaire de sa naissance relance l'industrie éditoriale de la commémoration. Les apologies se multiplient, qui sont des éloges intéressés de l'homme, et non des défenses informées de l'œuvre. Il fallait assurément, comme l'avait fait Platon pour Socrate, faire appel d'un lynchage. « Comme l'écrivait Georges Perros à Michel Butor, « On a dit tant de mal de lui, vivant. Il faut bien se rattraper ! »<sup>1</sup> Le moraliste, le Méditerranéen, le libertaire, l'humaniste, le social-démocrate étaient intempestifs dans les années 1950. Au tribunal de l'intelligentsia, les verdicts sont susceptibles d'appels. Les écrits restent et la lecture des œuvres complètes est la sanction des errements partisans. La postérité préfère indéniablement Camus à Sartre et à Aragon, mais pas forcément Camus à Proust ou Beckett.

Camus est devenu une icône que même les politiciens les plus éloignés de ses convictions s'efforcent de récupérer et même de panthéoniser. Le citer, écrivait récemment Daniel Cohn-Bendit, « c'est un peu un passage obligé »<sup>2</sup>. Notamment pour les hommes politiques en quête de suffrages. Mais le bouillant député européen leur conseille, avec raison, « de lire, enfin et vraiment, l'œuvre et toute l'œuvre ». Un bateleur médiatique fait de l'écrivain philosophe son faire-valoir, son *alter ego* sans que la tribu instruite s'esclaffe ou crie à l'imposture<sup>3</sup>. Ses derniers juges impénitents étalent des idées toutes faites et des ignorances qui les

---

<sup>1</sup> Michel Butor, Georges Perros, *Correspondance 1955-1978*, Joseph K, 1996, p. 38.

<sup>2</sup> Daniel Cohn-Bendit, « (Re)lire Camus », *Le Nouvel Observateur*, 16-22 mai 2013. Voir aussi du même, « L'Europe de Sisyphe », *Le Nouvel Observateur*, 29 août –4 septembre 2013.

<sup>3</sup> Michel Onfray, *L'Ordre libertaire. La vie philosophique d'Albert Camus*, Flammarion, 2012. Voir Jeanyves Guérin, « Le pavé de l'ours », *Les Temps modernes*, n° 668, avril-juin 2012, p. 113-124.

discréditent<sup>4</sup>. Un livre, des livres sont à écrire sur la fortune scolaire et universitaire comme sur les annexions intéressées et les instrumentalisation narcissiques de l'écrivain français le plus célèbre du vingtième siècle. Comme Voltaire, Camus risque en effet d'être embaumé, ses idées déformées et ses valeurs bafouées.

Toute réception, on le sait, est datée. Une nouvelle situation historique, une nouvelle configuration des savoirs suscitent de nouvelles lectures. On ne reçoit pas les écrits de Camus de la même façon dans les années 1950, dans les années 1990 et dans les années 2010. La guerre froide et la décolonisation appartiennent au passé. Le mur de Berlin est tombé. L'Apartheid a été démantelé. Un trend s'est achevé, une rupture d'horizon s'est produite. L'idée européenne est en crise. L'économie est mondialisée. À la révolution de velours a succédé le printemps arabe. De nouvelles peurs se font jour. L'horizon d'attente a changé. La fin de l'Histoire n'est pas pour demain.

Camus ne s'est jamais pris pour un moderne Pic de la Mirandole. Il se veut artiste, parfois journaliste. Il n'a pas le savoir encyclopédique d'un Jean-Paul Sartre, d'un Samuel Beckett ou d'un Raymond Queneau ni l'agilité d'un Raymond Aron et il le sait. Il n'a jamais été, pour citer le mot de Jean Grenier, un lecteur infatigable<sup>5</sup>. Ses connaissances historiques sont celles d'un hypokhâgneux. Il ne s'intéresse, de fait, ni à l'anthropologie ni à la linguistique ni à la psychanalyse. Quand il commente l'actualité, il le fait en journaliste, en observateur attentif ou en témoin vigilant, il se garde de prendre la posture oraculaire ou magistrale. Avant de donner son opinion, il s'efforce surtout de s'informer. C'est la moindre des choses, dira-t-on. Ce ne fut pas toujours le cas quand l'idéologie avait réponse à tout et quand les faits étaient secondaires. Il fait enfin prévaloir le principe de responsabilité. Il choisit ses causes : la Résistance, le soutien aux républicains espagnols et aux révoltes démocratiques à l'Est, le retour de Mendès France, la trêve civile en Algérie, le combat contre la peine de mort.

Quand Camus s'est lancé dans un essai un peu ambitieux, en l'occurrence *L'Homme révolté*, les spécialistes ou ses détracteurs ont pris plaisir à pointer une information de seconde main, des approximations ou des erreurs. Il est vraisemblable qu'il a lu hâtivement Lautréamont et qu'il connaît mal Hegel. L'essentiel n'était pas là. Les pages politiques du livre expliquaient la dérive meurtrière des utopies par les idéologies et les passions, comme le fera plus tard, en

---

<sup>4</sup> Yves Ansel, *Albert Camus. Totem et tabou*, Presses universitaires de Rennes, 2012. Pour un compte rendu de ce livre, voir Jeanyves Guérin, *Revue d'Histoire littéraire de la France*, n° 2, avril-juin 2013, p. 493-496.

mobilisant Tocqueville, François Furet<sup>6</sup>. En s'en prenant à la sainte trinité, Hegel, Marx et Lénine, en critiquant radicalement les fins et les moyens du communisme soviétique, Camus touchait au légendaire rouge et or. Son refus de la doxa lui valut un procès de sorcellerie. S'étant rendu coupable non seulement d'une erreur philosophique, mais plus encore d'une faute politique, il fut condamné pour l'exemple. Le crime de lèse-marxisme était alors impardonnable sinon imprescriptible. *L'Homme révolté* catalysait la division binaire de la gauche<sup>7</sup>. Malgré l'accueil souvent chaleureux que reçut son livre de la part de Georges Bataille, Paul Ricoeur, Albert Béguin<sup>8</sup>, il fut longtemps acquis que Camus avait perdu la bataille de *L'Homme révolté*. Le penseur s'était mis hors jeu.

Si les textes sacrés et le monde se trouvaient en contradiction, il va de soi que c'est le monde qui était dans l'erreur. La réalité se brisait sur les récifs de la superstition, en l'occurrence de l'idéologie. Les données factuelles étaient méprisables. De Sartre à Lukacs, il allait de soi que le pire des socialismes était meilleur que le meilleur des capitalismes. À tout prendre, Pol Pot était préférable à Olof Palme. Mieux valait avoir tort avec Staline et Aragon que raison avec Camus ou Aron. L'on confondait volontiers les opprimés avec leurs représentants autoproclamés. Tristes tropismes, mornes années de plomb. Dans les années 1950, le tintamarre des doctrinaires, des fanatiques a rendu inaudible sa petite musique.

Camus alors s'est souvent senti seul. « *A man who walked alone* », titra *The Times* à sa mort. Était-il pourtant devenu un paria ? Simone Weil et George Orwell étaient morts. Louis Guilloux, René Char, Germaine Tillon, Jacques Monod, ses soutiens, n'avaient pas la force de frappe éditoriale de ses détracteurs, les staliniens et leurs zélés compagnons de route. On peut en concevoir de moins estimables. Ses alliés étaient plus nombreux hors de France. Ils s'appelaient Hannah Arendt<sup>9</sup>, Czeslaw Milosz, Ignazio Silone. « Un franc-tireur n'est jamais seul »<sup>10</sup>. En Europe de l'Est et en Espagne, ses écrits, qui circulaient sous le manteau, étaient

---

<sup>5</sup> Jean Grenier, *Albert Camus. Souvenirs*, Gallimard, 1968.

<sup>6</sup> François Furet, *Le Passé d'une illusion*. Le Livre de poche, 1997.

<sup>7</sup> Voir Daniel Lindenberg, « Camus politique » in *Pourquoi Camus ?*, Philippe Rey, 2013, p. 71-95.

<sup>8</sup> Georges Bataille, « Le temps de la révolte », *Critique* n° 55, décembre 1951, p. 1019-1027 et n° 56, janvier 1952, p. 29-41 et *Œuvres complètes*, t. XII, Gallimard, 1988, p. 149-169 ; Albert Béguin, « Albert Camus, la révolte et le bonheur », *Esprit*, n° 189, avril 1952, p. 736-746 ; Paul Ricoeur, « *L'Homme révolté* de Camus », *Christianisme social*, mai-juin 1952 et *Lectures 2. La contrée des philosophes*, Seuil, 1992, p. 121-136.

<sup>9</sup> Olivier Todd (*Albert Camus, une vie*, Gallimard, coll. « Folio », 1999, p. 771) cite une lettre chaleureuse qu'Hannah Arendt envoie à Camus en 1952 après avoir lu *L'Homme révolté*.

<sup>10</sup> Gilbert Cesbron, *Ce que je crois*, Grasset, 1970, p. 104.

des références pour les démocrates, mais de cela l'on ne se souciait guère à Saint-Germain-des-prés. Le penseur avait perdu la bataille de *L'Homme révolté*. Restait l'écrivain. *La Chute* et *L'Exil et le royaume*, pour les doctes, ne faisaient pas le poids face aux expérimentations du Nouveau Roman. Mais les enquêtes et les tirages de ses livres montrent dès cette époque que le public, et notamment le jeune public, l'impose à une critique parfois réticente, la Sorbonne ignorant superbement l'écrivain comme elle ignore alors la littérature contemporaine.

L'historien Tony Judt l'a appelé « *the best man in France* »<sup>11</sup>. Camus, répétons-le, est le seul écrivain français du vingtième siècle dont l'audience est universelle. Les plus grands, Alexandre Soljénitsyne, Octavio Paz, Imre Kertesz, Mario Vargas Llosa, Nadine Gordimer, pour ne citer qu'eux, lui ont rendu raison et hommage. *L'Étranger* a été traduit en une soixantaine de langues. Les lycéens et étudiants du monde entier, de Tokyo à Sao Paulo, apprennent la langue française dans ce roman. Les écrivains un peu partout, de Hongrie au Bengale, le réécrivent ou s'en inspirent. Son auteur fut un « professeur d'écriture »<sup>12</sup> pour ses confrères écrivains d'Algérie. De Mouloud Feraoun à Mohammed Dib, ils lui conservent leur estime en dépit de désaccords politiques. Ils lui savent gré d'avoir aimé et chanté leur terre natale. Plus au Sud, André Brink a traduit et fait jouer *Les Justes* en Afrique du Sud au temps de l'Apartheid<sup>13</sup>. Et l'on pourrait continuer longtemps.

C'est parce que Camus a été un passeur des aspirations démocratiques dans ses fictions comme dans ses essais, qu'un peu partout des romanciers, des militants se les approprient<sup>14</sup>. Rares sont les écrivains, les penseurs, les intellectuels français qui se sont faits les héros ou hérauts de la démocratie, qui n'ont jamais refusé de transiger avec ses principes. Pour la plupart d'entre eux, idéologues ou esthètes, elle n'est pas porteuse de valeurs qui méritent qu'on la défende. Dans l'église marxiste comme dans la secte maurrassienne, les libertés sont fariboles et les droits de l'homme billevesées. Ce sont, au contraire, d'irremplaçables garde-fous. Camus affiche sa singularité avec modestie. La dérive meurtrière des idéologies le hante. La démocratie reste l'horizon indépassable du citoyen. S'il exalte la liberté, ce n'est pas la liberté d'entreprendre, mais la liberté de penser et d'agir dans le cadre d'une société

---

<sup>11</sup> Tony Judt, *Reappraisals. Reflections on the forgotten Twentieth Century*, Londres, Vintage, 2009, p. 93-105.

<sup>12</sup> Gabriel Audisio, « L'Algérien », *La Nouvelle Revue française*, n° 87, mars 1960, p. 40.

<sup>13</sup> André Brink, « Camus le juste », *Le Nouvel Observateur*, 19 novembre 2009.

<sup>14</sup> Voir Brigitte Gautier, *Un Humanisme rétrospectif. Lectures polonaises de Camus, Malraux et Saint-Exupéry*, L'Harmattan, 2006.

ouverte. Le démocrate ne sépare pas l'extension de la liberté et l'effort vers l'égalité. Préférant la réforme à la révolution, le syndicalisme démocratique au parti d'avant-garde, il aggrave son cas dans les années 1950. « Il a fallu, écrit aujourd'hui Jacques Julliard, beaucoup de courage intellectuel pour aller ainsi à contre-courant »<sup>15</sup>.

Camus a définitivement fait prévaloir l'éthique de la responsabilité sur l'éthique de la conviction. La seconde conduit à des engagements inconditionnels pour des causes et à l'intransigeance sur les principes. La première allie la lucidité et le pragmatisme, elle mesure le champ des possibles, elle choisit ses moyens. Mais, sans utiliser le mot, il met aussi en avant le principe de responsabilité, alliant la modestie et le souci de l'autre. Il n'a pas plus lu, évidemment, Hans Jonas que Max Weber. D'idées au demeurant simples, il sait tirer des conclusions pragmatiques. Sur la question de la violence, par exemple. Malgré ses sympathies pour les non-violents, il sait, la guerre le lui a appris, que la non-violence n'est pas tenable dans certaines situations historiques. Si elle est inéluctable, il importe de lui fixer des limites. À la « violence absolue » préconisée par Frantz Fanon<sup>16</sup>, il oppose une violence auto-limitée. Qui prend les armes a le devoir de sélectionner ses cibles. Ce n'est pas la même chose de tirer sur un soldat ennemi et de poser une bombe au dancing de la corniche.

À la fin de sa vie, Camus disait avec mélancolie faire partie de la gauche, « malgré lui, malgré elle » (OC4, 1301)<sup>17</sup>. Il n'a cessé d'exercer son droit d'inventaire à l'égard des organisations, des hommes et des programmes. La gauche, ne l'oublions pas, c'était alors les camarades Guy Mollet et Maurice Thorez. Après la guerre, il était proche du parti socialiste et comptait sur Léon Blum et surtout Daniel Mayer pour conduire sa rénovation. Guy Mollet avait écarté les rénovateurs et pris par la gauche le contrôle de la vieille maison. Le même, en 1956, avait tiré les marrons du Front républicain et mené la glorieuse politique qu'on sait à Suez et en Algérie. Les socialistes n'étaient pas socialistes. Les radicaux n'étaient pas de gauche. Les communistes étaient staliniens. La gauche réelle était la caricature de la gauche idéale. Une gauche qui serait à la fois sociale et morale.

---

<sup>15</sup> Jacques Julliard, *Les Gauches françaises*, Flammarion, 2012, p. 795.

<sup>16</sup> Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*, La Découverte, coll. « Poche essais », 2002, chapitre 1.

<sup>17</sup> On pense à ce mot de Julien Benda : « La gauche est laide dans sa politique et belle dans sa mystique. La droite est laide dans l'une et l'autre » (« L'écrivain et le politique », *La Nouvelle Revue française*, janvier 1935 et *L'Esprit NRF*, Gallimard, 1990, p. 1023).

Dans *L'Homme révolté* puis dans *Actuelles II*, Camus distingue deux gauches, la gauche démocratique et la gauche totalitaire. Les formules varient. Il parle ainsi de la gauche libre et de la gauche policière, (OC3, 407), du socialisme de liberté et du socialisme césarien (OC3, 447). Jacques Julliard, de son côté, isole aujourd'hui quatre familles, la gauche jacobine et la gauche collectiviste, longtemps majoritaires, qui peuvent devenir totalitaires, et la gauche libérale et la gauche libertaire qui sont foncièrement antitotalitaires<sup>18</sup>. Camus se situe à la jonction des dernières. Le cœur est chez lui libertaire, la raison sociale-démocrate. Il aime la compagnie des derniers anarcho-syndicalistes, mais par pragmatisme il soutient Daniel Mayer en 1946 et Mendès France en 1955.

Les conditions historiques d'une social-démocratie française n'ont jamais été réunies. La SFIO s'est voulue un parti marxiste. Le parti socialiste n'assume pas la rénovation de son corpus doctrinal qu'il a effectuée en 2008. Le chantage que lui fait la gauche de la gauche le tétanise. C'est un parti d'élus, non un parti de masse, largement coupé d'un mouvement syndical, au demeurant éclaté. La France a manqué ses rendez-vous avec la social-démocratie en 1920, en 1946, en 1983, en 2002 et sans doute encore en 2013. Robespierre l'a emporté sur Danton. Un intellectuel, fût-il lauréat du prix Nobel, ne pouvait à lui seul renverser les contraintes de l'histoire et les pesanteurs d'une bureaucratie ossifiée.

Les progressistes les plus radicaux, partis et intellectuels, reprennent la stratégie désastreuse des communistes allemands ou français avant 1933 : la mouvance socialiste est l'adversaire prioritaire. « Feu sur Léon Blum et les ours savants de la social-démocratie », s'écriait Louis Aragon dans *Front rouge*. Un homme de gauche peut ne pas être un démagogue grossier et populiste. Le parler cru n'est pas un parler vrai. Aujourd'hui un chef de parti éructe contre « l'infecte social-démocratie » et traite tel ministre social-libéral de « saloperie ». Camus, en son temps, fit les frais de ce délire paranoïaque. Comme il le disait en 1955, « La guerre des gauches continue » (OC3, 1018).

En 1958, le franc-tireur ne s'est pas rallié au général de Gaulle comme le fit plus d'un mendésiste désabusé. Il n'a pas rejoint la nébuleuse hétéroclite qui forme le PSU. Sa désillusion en a encore moins fait un néo-réac. Tel commence chez Mao et finit chez Sarko. Un autre passe du cocktail Molotov au cocktail à dix-huit heures. Le révolutionnaire fanatique se métamorphose en thuriféraire du marché. Ne donnons pas de noms. Il y en a

---

<sup>18</sup> Jacques Julliard, *Les Gauches françaises*, *Op. cit.*

trop...<sup>19</sup> Revenons à Camus. « C'était un révolté tout prêt à devenir un révolutionnaire, et non pas un pessimiste prêt à devenir un sceptique »<sup>20</sup>, écrit Jean Grenier de son élève. Pour citer René Char, il est de ces « désenchantés » qui ne sont pas devenus « inactifs »<sup>21</sup>. On peut refuser l'extrémisme sans pour autant devenir conservateur. Il n'a pas renoncé à changer le monde.

Camus en 1944 préconise une autre façon de faire de la politique. Il fait plus confiance aux mouvements résistants qu'aux partis reconstitués. Arc-boutée sur ses privilèges et passe-droits, la classe politique, comme la classe médiatique, est plus que jamais coupée du peuple ou, dirait-on aujourd'hui, de la société civile. Cette fracture fait le lit des populismes. Les professionnels de la politique, de gauche comme de droite, sont déconnectés de l'expérience de leurs concitoyens. Les dirigeants et les dirigés, les acteurs et les spectateurs n'appartiennent pas au même monde. Camus refuse de suivre la ligne, les directives d'un parti, fût-ce un parti socialiste, dont il a bien vu que c'était une machine refermée sur elle-même, non ouverte sur la société et insoucieuse du bien commun. La responsabilité politique, rappelle-t-il, est censée être un service, pas une carrière. Un homme politique devrait avoir des devoirs, pas des privilèges. De l'activiste au cumulard, il y a continuité. D'autres formes d'action collective, de civisme sont à imaginer. Un État, même démocratique, est tenté de tout contrôler, même la vie privée, au nom de sa défense ou de la sécurité. *Al-Qaida*, on l'a dit, justifie *Big Brother*. Il faut des contre-pouvoirs, une justice libre, un parlement actif, des syndicats indépendants des partis, des associations de citoyens, des intellectuels vigilants. Soixante-dix ans ont passé : la moralisation de la vie politique qu'appelait Camus reste plus que jamais à l'ordre du jour.

Le dogmatisme et l'intolérance sont depuis longtemps passés des religions révélées aux idéologies politiques. Cinquante ans après la mort de Camus, un fondamentalisme en a remplacé un autre. Milton Friedman relayant Karl Marx, l'économisme est aujourd'hui le plus ravageur des dogmes. La révolution conservatrice est aussi dévastatrice que le fut la révolution marxiste enterrée en 1991. La fin là aussi justifie les moyens et le sacro-saint principe de profitabilité exige des délocalisations d'entreprises, la compression des salaires, les licenciements boursiers, la casse des services publics et le démantèlement des protections

---

<sup>19</sup> Voir Daniel Lindenberg, *Le Rappel à l'ordre*, Seuil, coll. « La république des idées », 2002.

<sup>20</sup> Jean Grenier, *Op. cit.* p. 11.

<sup>21</sup> René Char, « Pauvreté et privilège ». *Œuvres complètes*, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 1983.



sociales. La dictature des marchés est aussi féroce que feu la dictature du prolétariat. Le chômage est un dommage collatéral du progrès tel que le conçoivent les nouveaux maîtres et leurs porte-parole médiatiques. La financiarisation de l'économie, l'hyper-productivisme, la marchandisation de la société, les privatisations et dérèglementations forcées détruisent la possibilité d'un monde commun. L'imaginaire néo-libéral, depuis trente ans, exerce aujourd'hui son emprise sur la classe politique et la caste médiatique. Les démocraties sont malades des effets destructeurs de la fièvre inégalitaire, des errements et des turpitudes d'oligarchies qui échappent à tout contrôle et qui ne laissent subsister ou se former aucun contre-pouvoir. Qu'aurait dit l'ancien gardien du R.U.A., l'amateur de football, d'un sport accaparé et perverti par la société du spectacle, de ce *mercato* qui transforme les joueurs en marchandise négociable ?<sup>22</sup>

L'argent, on le voit aujourd'hui, est un despote insolent et fou qui ravage la société et menace le vivre ensemble. Il s'ingère partout et corrompt tout. Le plus offrant peut tout se permettre. La démocratie doit le juguler pour qu'il ne la domine pas. Camus le dit fermement : « Il n'y a ni justice ni liberté possibles quand l'argent est toujours roi »<sup>23</sup>. Une vraie démocratie ne saurait être une ploutocratie. Quand les riches sont toujours plus riches et plus arrogants, les pauvres plus nombreux, il revient au politique non de consacrer les inégalités et les privilèges, mais de les faire reculer. Cela passe par des lois sociales et des syndicats forts. L'économie de marché – Camus parle de « société marchande » (OC3, 1034) - a besoin d'être régulée par l'État, définanciarisée et équilibrée par des services publics et un code du travail. La liberté, pour Camus, ce n'est pas d'abord la liberté d'entreprendre. En ce sens, ce n'est pas un libéral ou même, comme on dit aujourd'hui un social-libéral, c'est un socialiste. Un socialiste du possible, non dogmatique. Un socialiste réformiste délivré de la tentation totalitaire et respectueux des libertés démocratiques.

L'ouverture de *L'Homme révolté* est un texte fort. Camus y définit d'emblée la révolte par un refus. « Qu'est-ce qu'un homme révolté ? Un homme qui dit non » (OC3, 71). Le spectacle, le scandale de l'injustice et de l'oppression l'indignent. Un scandale doit cesser. Une injustice

---

<sup>22</sup> Voir Georges Vigarello, *Du jeu ancien au show sportif*, Seuil, coll. « La république des idées », 2002.

<sup>23</sup> « L'argent contre la justice », *Combat*, 21 octobre 1944. Cet article que Camus a signé Juste Bauchart ne figure pas dans la « Pléiade ». On a là un marqueur de la gauche sociale. Avant guerre, celle-ci fustigeait le mur de l'argent, les dynasties bourgeoises, les deux cents familles. Le CNR s'en était pris aux féodalités financières et le général de Gaulle reprochait à l'oligarchie économique d'avoir collaboré.

appelle une réparation. Le révolté affirme son « droit à ne pas être opprimé » (Ibid), des valeurs, la liberté et la solidarité. « Je me révolte, donc nous sommes » (OC3, 73). Bien qu'il ne la mentionne pas dans ce livre, ce que l'essayiste écrit vaut pour la Résistance antinazie qui fut, pour lui, l'expérience fondatrice. Il l'avait écrit dans *Combat* en septembre 1944 : « Ce qui a porté la Résistance pendant quatre ans, c'est la révolte. C'est-à-dire le refus entier, obstiné, presque aveugle au début d'un ordre qui voulait mettre les hommes à genoux » (OC2, 530). Le résistant fut, en 1940 ou en 1943, l'homme d'un « refus total » qui ne se décréait pas. Il dit non à l'oppression, non à l'occupation. Non à la résignation. Ce geste de base est éthique et civique à la fois<sup>24</sup>. De *La Peste* dont il a fait un roman mémoriel de la Résistance, Camus a voulu, comme il l'écrit fermement à Roland Barthes, qu'il puisse « servir à toutes les résistances contre toutes les tyrannies » (OC2, 287). Et c'est bien ainsi que l'allégorie, parce qu'elle est polysémique, a été lue de Pologne en Espagne et qu'elle l'est encore aujourd'hui en Chine et ailleurs. Parce que l'essai donne peu d'exemples historiques, il laisse ouvertes des possibilités de révolte au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest.

La démocratie a longtemps été le fruit de lentes évolutions ou de défaites militaires. En 1989, *annus mirabilis*, c'est un acte démocratique, le déferlement de marées humaines pacifiques, qui a fait tomber les régimes communistes à Prague, Varsovie et Dresde. « Ni peur, ni haine » (OC2, 355), s'écriait Diego à la fin de *L'État de siège*. Les peuples un jour n'ont plus eu peur. Ils se sont interdit toute manifestation de haine. Les révolutions de velours ont été antiautoritaires, anti-totalitaires, libératrices en un mot. Elles n'ont pas été, pour citer un mot de *L'Homme révolté*, « homicides » (OC3, 153). Des élections libres ont ensuite consacré la victoire des dissidents. Quelle belle illustration des thèses camusiennes ! L'homme révolté est bien un homme responsable.

Vingt ans après, d'immenses foules se sont levées à Téhéran comme à Sao Paulo, au Caire comme à Montréal, à Tunis comme à Kiev. Les places Tahrir et Maïdan appartiennent aujourd'hui à la mémoire collective de l'humanité. Les manifestants égyptiens qui à l'hiver 2011 crient « Du pain, la liberté » ne savent pas que Camus a ainsi intitulé l'un de ses écrits les plus politiques. Ils clament leur droit à une vie plus digne et leur soif de liberté. Ils n'ont pas de chef, pas d'organisation. Ils ne cherchent pas à prendre le pouvoir. La société civile s'est éveillée. Elle s'est mobilisée pour le bien commun. Des dictatures ont été balayées, d'autres ont seulement été ébranlées. Des révoltes avortent, elles peuvent être ici écrasées, là

---

<sup>24</sup> Voir François Bédarida, « Sur le concept de Résistance » in Jean-Marie Guillon et Pierre

captées voire perverties par des démagogues. Les élections libres peuvent porter au pouvoir des intégristes ou des nationalistes, des ploutocrates, pas des démocrates. Qui a lu *L'Homme révolté* sait qu'au printemps arabe a pu succéder un hiver islamiste, mais aussi que le printemps reviendra. Un peuple qui s'est réveillé, a pris le goût de la liberté, il ne s'en laisse pas volontiers priver. « La conscience, écrit Camus, vient au jour avec la révolte » (OC2, 72). L'exigence démocratique ne mourra plus. Un autre monde est possible. Il y a toujours une alternative, quoi qu'ait dit certaine dame de fer. Les valeurs humanistes et les aspirations démocratiques sont bien universelles, comme le pensait Camus<sup>25</sup>.

Le démocratie progresse au Sud, elle pourrait régresser au Nord. Les meilleures institutions peuvent ne pas s'adapter aux nouveaux défis auxquels toute société est un jour confrontée. L'ultra-libéralisme, dans la mesure où il fait exploser les inégalités, menace les libertés fondamentales et le vivre ensemble. La révolte selon Camus, aujourd'hui, c'est *Tamarod*, ce pourrait être aussi *Occupy Wall Street* et *Los indignados*. Le mouvement est minoritaire ici, massif là. L'un ne parle pas la langue de l'autre. Avec l'aide des réseaux sociaux, une communauté résistante s'organise contre l'ordre injuste, contre des pouvoirs autocratiques, autistes et altiers, contre l'austérité imposée par des financiers arrogants et/ou contre des oligarchies corrompues. Les révoltés ne cherchent pas à prendre le pouvoir, ils veulent l'obliger à écouter les revendications. Ils ne construisent pas toujours des barricades, ils plantent souvent des tentes. Ils font parfois les deux. Le monde tel qu'il est n'est pas acceptable. La tyrannie de la consommation et le décervelage médiatique appellent de nouvelles formes de résistance.

La posture purement protestataire donne bonne conscience. Les imprécations et les incantations sont moralement confortables, elles sont improductives voire contre-productives. « Il est vrai que l'indignation décline. Chose pire, elle s'organise, elle s'exerce à sens unique. Nos protestataires sont devenus hémiplégiques » (OC3, 572). Quand il écrivait cela, en 1956, Camus pensait aux intellectuels progressistes qui fustigeaient le capitalisme et le colonialisme mais célébraient le communisme stalinien ou bien qui condamnaient la torture mais approuvaient les attentats terroristes. L'histoire dira si les mouvements actuels se laisseront ou non pervertir par l'idéologie, populiste ici ou fondamentaliste là et si les organisations et les États n'imposeront pas leurs logiques. Le champ du possible est souvent plus large que ne

---

Laborie (dir.), *Mémoire et histoire. La Résistance*, Toulouse, Privat, 1995, p. 445 sq.

<sup>25</sup> Les mouvements corporatistes et néo-poujadistes qui défendent des intérêts particuliers, pigeons ou bonnets rouges, ne sont pas des révoltes au sens camusien du mot.

le disent les hommes politiques et les journalistes. Il faut seulement l'imaginer, l'inventer. C'est l'affaire des réformistes. Camus s'est rangé parmi eux. Daniel Cohn-Bendit, aujourd'hui, déclare que « le réformisme peut être subversif »<sup>26</sup>. Il n'y a pas d'autre alternative au désordre libéral. Caligula veut l'impossible ; l'homme révolté cherche à élargir le champ du possible.

Des bouffées de néo-bolchevisme sont toujours possibles. Les médias ne s'arrachent-ils pas un Alain Badiou, thuriféraire impénitent de la Révolution culturelle et des Khmers rouges ? La vieille doxa progressiste garde quelques farouches desservants. Les dictateurs trouvent encore de nostalgiques admirateurs. Les souverainistes de gauche alliés en ces circonstances aux souverainistes de droite sont toujours prêts à se mobiliser pour sauver un Saddam Hussein, un Kadhafi ou un Bachar El Assad. Un démagogue jamais avare d'invectives<sup>27</sup> peut fustiger le Dalaï Lama et glorifier Fidel Castro sans que ses partisans s'en offusquent. Les droits de l'homme ne font toujours pas l'unanimité vingt ans après la chute du communisme. Il y a encore, pour citer Camus, « des bourreaux privilégiés et des victimes suspectes » (OC3, 1034).

Il est aujourd'hui difficile de réhabiliter, contre le social-démocrate, le bon vieux stalinisme des années 50. Reste à exhiber « la face noire »<sup>28</sup> de l'œuvre, comme a osé l'écrire un critique malveillant, les écrits sur l'Algérie. Tout ce que Camus écrit après 1954 est plus ou moins en prise sur la guerre. Il est significatif que d'une part ce critique au demeurant mal informé passe si vite sur le terrorisme qui commande son rejet du FLN, organisation dont il a tôt percé la nature, et d'autre part oublie sa condamnation claire de la torture. L'auteur des *Justes* a développé sur la question une réflexion éthique et politique dont philosophes, juristes et politologues ont récemment montré la force. En 2013, on peut préférer l'appel à la trêve civile à la préface de Sartre aux *Damnés de la terre* de Frantz Fanon.

Cinquante ans de dictature (et de corruption) ont validé ses craintes. Les femmes, les jeunes, les Kabyles en ont fait les frais. Là aussi l'Histoire est passée. La décennie noire (1992-2002), « la seconde guerre d'Algérie », syntagme qui fait débat, a amené un retour de mémoire sur

---

<sup>26</sup> Daniel Cohn-Bendit, *Pour supprimer les partis politiques ! ?*, Indigène Éditions, 2013, p. 17.

<sup>27</sup> Jean-Luc Mélenchon, ancien ministre de François Mitterrand.

<sup>28</sup> Yves Ansel, *Op. cit.*

les événements et les écrits des années 1954-1962<sup>29</sup>. Le fait majeur est la place que la personne et l'œuvre de Camus tiennent aujourd'hui dans la littérature algérienne. Des écrivains, et les plus grands, dialoguent avec son œuvre ou en font un personnage de roman<sup>30</sup>. Il n'est plus le maudit que stigmatisaient les affidés de la dictature. Il est leur père ou leur grand frère. Ses écrits leur appartiennent, comme le disait récemment le cinéaste Mohammed Soudani. Tous, pourraient dire avec Maïssa Bey : « Il savait trouver les mots pour dire ce que je ressens ». Parce qu'il est l'un de ses hommes-mémoires, il appartient au patrimoine de l'Algérie indépendante. Un jour, des rues, des écoles porteront son nom à Alger, à Oran et à Tizi Ouzou.

Relisons, pour finir, *Ni Victimes ni bourreaux*. Si l'Histoire produit des monstres, la faute en revient aux « idéologies meurtrières » que Camus appelle aussi « utopies absolues », en l'occurrence au nazisme et au marxisme auxquels il adjoint dans d'autres textes le libéralisme. Ces idéologies font prévaloir des abstractions, elles hypostasient la raison, parient sur le politique et, pour deux d'entre elles, légitiment le meurtre. Elles sont des produits du dix-neuvième siècle. L'accélération de l'histoire les rend archaïques. C'est dans ce texte que figure la formule « la fin des idéologies » souvent attribuée à Raymond Aron. Il convient de leur opposer des utopies moins coûteuses. Pour sa part, il entend seulement « définir les conditions d'une pensée politique modeste, c'est-à-dire délivrée de tout messianisme, et débarrassée de la nostalgie du paradis terrestre » (OC2, 440).

« Le monde va vite » (OC2, 448), constate Camus. L'accélération de l'histoire qui va de pair avec le progrès vertigineux des inventions techniques, fait que la planète est désormais une.

---

<sup>29</sup> Voir Rachid Mimouni, *De la barbarie en général et de l'intégrisme en particulier*, Le Pré aux clercs, 1992 ; Rachid Boudjedra, *Lettres algériennes*, Grasset, 1995 ; Boualem Sansal, *Poste restante : Alger*, Gallimard, 2006.

<sup>30</sup> Assia Djébar, *Le Blanc d'Algérie*, Albin Michel, 1995, p. 103-105 ; Abdelkader Djemaï, *Camus à Oran*, Michalon, 1995 ; Maïssa Bey, *L'Ombre d'un homme qui marchait au soleil*, Montpellier, Chèvre-feuille étoilée, 2004 ; Hamid Grine, *Camus dans le narguilé*, Après la lune, 2012 ; Kamel Daoud, *Meursault, contre-enquête*, Alger, Barzach, 2012 ; Salim Bachi, *Le Dernier Été d'un jeune homme*, Flammarion, 2013 ; Salah Guemriche, *Monsieur Albert*, Alger, 2014. Voir aussi Rachid Mimouni, « Camus et l'Algérie intégriste », *Le Nouvel Observateur*, 9 juillet 1996 ; Abdelkader Djeghloul, *Lettres pour l'Algérie*, Alger, ANEP, 2001, p. 97-103 ; Aziz Chouaki, « Le tag et le royaume » in *Albert Camus et les écritures algériennes*, Aix-en-Provence, Édisud, « Les écritures du sud », 2004, p. 35-40 ; Yasmina Khadra, « Camus mon frère algérien », *Le Figaro littéraire*, 4 mai 2006 ; « Un initiateur », *Le Magazine littéraire*, n° 453, mai 2006 ; Boualem Sansal, « Mezghenna ou le premier homme », *Présence d'Albert Camus*, n° 2, 2011, p. 66-72 ; Yahia Belaskri, « Camus et l'Algérie : le retour » in *Pourquoi Camus ?*, *Op. cit.* p. 221-230...

« Nous savons aujourd'hui, poursuit-il, qu'il n'y a plus d'îles et que les frontières sont vaines » (OC2, 446). L'idée même de souveraineté est à relativiser. « Oui, nous devons enlever son importance à la politique intérieure ». Les vraies « réformes de structure » sont à faire hors du cadre national. « Les nationalisations ne seront pas viables dans un seul pays ». Les États-nations, qu'ils soient démocratiques ou dictatoriaux, pourtant restent intouchables. Le sacro-saint principe de non-ingérence dans les affaires intérieures leur assure un droit régalien de vie et de mort sur leurs ressortissants. Il est, de la Syrie au Tibet, le rempart des dictatures. Charbonnier tient à rester maître chez soi. Touche pas à mon despote...

Camus a rédigé une déclaration d'interdépendance. Les grandes décisions ne peuvent être prises dans un seul pays. Ainsi en est-il aujourd'hui du développement, de l'eau ou du dérèglement climatique. La solution à ces problèmes passe par une coopération internationale. « On ne guérit pas la peste avec les moyens qui s'appliquent aux rhumes de cerveau. Une crise qui déchire le monde entier doit se régler à l'échelle universelle » (OC2, 452). Rassemblant des idées qu'il avait jusque-là éparpillées dans ses articles, Camus plaide pour la solidarité des nations et pour un « nouvel ordre international » qui devra être universel ou ne sera pas. Le vivre ensemble se pense désormais à l'échelle de la planète. Le monde est un. L'horizon de la réflexion camusienne n'est pas libéral mais socialiste. Ce serait une révolution que de collectiviser et de redistribuer les ressources du monde. L'urgence, estime-t-il, exige l'utopie, mais une « utopie relative ». Le « choc des empires » qui s'annonce masque celui des civilisations. « De toute part, en effet, les civilisations colonisées font entendre leurs voix. Dans dix ans, dans cinquante ans, c'est la prééminence de la civilisation occidentale qui sera remise en cause » (OC2, 449). Soixante après qu'elles ont été formulées, ces intuitions de Camus, alors et longtemps incomprises, ont fait lentement leur chemin.

L'ordre international qui s'installe après la guerre est bipolaire. La France n'a pas les moyens de sa politique. Il ne lui est plus possible de rester isolée dans une Europe que le rideau de fer casse en deux blocs. Faut-il qu'elle se mette dans l'orbite d'une superpuissance ou de l'autre ? Dans les années suivantes, certains optent pour l'Alliance atlantique, les autres rêvent des démocraties populaires. Camus pose le problème autrement. Il envisage l'utopie d'un « nouvel ordre international » appuyé non pas sur les gouvernements mais sur les peuples devenus acteurs à part entière et solidaires. Les délibérations et les décisions ne devraient plus être prises dans un cadre étroitement national. Il souhaite que l'Organisation des Nations unies créée en 1946 soit universalisée et démocratisée. À côté de l'Assemblée générale qui représente les États, il envisage la mise en place d'une chambre des peuples.

C'est là, reconnaît-il, une « pure utopie ». De façon plus pragmatique, il propose aussi « un code de justice internationale dont le premier article serait l'abolition générale de la peine de mort » (OC2, 453). La Déclaration universelle des droits de l'homme, en 1948, ouvre une première brèche. Peu de temps après, Camus s'investit dans les Groupes de liaison internationale.

L'Histoire ne s'est pas arrêtée en 1989. Le pourrissement des conflits non résolus, l'exaspération des nationalismes, les crispations identitaires, les ravages de l'argent fou, l'explosion des inégalités font craindre un sombre début de millénaire. Le totalitarisme peut prendre de nouveaux visages et s'approprier les technologies les plus sophistiquées. Le combat contre l'injustice et l'oppression, ajoutons contre l'obscurantisme, est une entreprise à reprendre toujours. Les démocraties sont malades. Elles manquent de démocrates. Il faut imaginer le démocrate valeureux.

Alors que faiseurs, faussaires et plagiaires abondent, notre siècle manque de consciences. Stéphane Hessel, dans ses dernières années, en fut une. Ce n'est pas un écrivain ni un philosophe. À peine un intellectuel. Dans son manifeste que des millions de lecteurs ont lu, il se réfère plusieurs fois à Sartre<sup>31</sup>. C'est pourtant de Camus qu'il est le plus proche. Ses modèles sont non pas Lénine ou Castro ou Chavez, mais Mendès France, Roosevelt et Gandhi. Il fait profession de non-violence. Ce choix a pour contrepartie une action pour résoudre les problèmes qui nourrissent la violence. Les deux textes qui nourrissent sa réflexion, le programme du CNR et la déclaration universelle des droits de l'homme, sont l'horizon de la politique camusienne. Le programme adopté le 15 mars 1944 prévoyait « une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général ». La déclaration adoptée par l'O.N.U. le 10 décembre 1948 pose l'universalité des droits de l'homme. Hessel non seulement intègre la critique des totalitarismes, mais il est aussi, comme Camus l'était, un partisan résolu de la construction européenne. La question de l'Europe, de la démocratie européenne est centrale pour l'un et l'autre.

S'il fut un polygraphe, Camus n'a pas voulu être un intellectuel total. Son capital scolaire le lui interdit. Il n'a pas fondé une école ni construit un système. La philosophie ésotérique est refermée sur elle-même, la philosophie exotérique se contente de bricolages hâtifs. Elle a ses comiques troupiers. L'égoïsme et l'outrecuidance faisant bon ménage, des bonimenteurs

d'antenne, des justiciers bravaches, comme Michel Onfray ou Bernard-Henri Lévy, étalent leurs indignations vertueuses, leurs jugements à l'emporte-pièce et leurs admirations extatiques. L'opération de pensée, comme la création artistique, exige du travail, donc du temps. Longtemps les professionnels de la pensée, de Sartre à Bourdieu, ont méprisé le philosophe pour classes terminales. Parce qu'il entendait s'exprimer clairement, parce qu'il avait un souci voltairien ou gidien du style, ses idées étaient forcément courtes. Sa phrase va droit au but. Camus s'interdit « le baragouin et le jargon » (OC3, 414). Il se situe au croisement entre la philosophie et la littérature. Le fait nouveau est que des philosophes, souvent de la nouvelle génération, Frédéric Worms, Marc Crépon, Raphaël Enthoven, Paul Audi<sup>32</sup>, Laurent Bove relisent *Le Mythe de Sisyphe* et *L'Homme révolté*.

Sa déontologie du journalisme formulée à l'été 1944<sup>33</sup> demeure une référence. La facilité, les emballages et l'argent menacent la profession qu'il a illustrée. Il est plus facile de répéter des éléments de langage que de traquer les faits. Il y a certes des journalistes qui font consciencieusement leur métier, des reporters courageux - Je citerai Charles Enderlin. Les enquêteurs qui font émerger des informations dérangeantes, comme Camus l'avait fait en Kabylie, sont des acteurs du scandale de la vérité. Je pense à Élise Lucet Il n'est pas indifférent qu'Edwy Plenel, en 2008, ait mis Médiapart sous le patronage de Camus<sup>34</sup>. Des chroniqueurs ou des éditorialistes comme Jean Daniel, bien sûr, Jacques Julliard, Jean-Claude Guillebaud souvent reprennent ses idées.

Il y a belle lurette enfin que les écrivains ont déserté le forum, laissant la fonction de vigie aux chanteurs et aux cinéastes. Les faiseurs ont eux aussi transporté leur égo surdimensionné dans la galaxie Marconi devenue la foire aux vanités. Qui aurait aujourd'hui le courage d'aller contre l'esprit du temps ? Le parler juste et vrai de Camus, son sens du dialogue, son souci de l'autre, son absence de manichéisme font cruellement défaut à une époque où bricoleurs et experts se disputent les temps d'antennes. Sa mort laisse un vide que personne en France n'a occupé. Le non-conformiste des années 1950 est la mauvaise conscience et

---

<sup>31</sup> Stéphane Hessel donne un texte aux *Temps modernes* en 1946.

<sup>32</sup> Frédéric Worms, « Le moment Camus ». *La Philosophie en France au XXe siècle*, Gallimard, coll. « Folio Essais », 2009 ; Marc Crépon, *Le Consentement meurtrier*, Cerf, 2012 ; Raphaël Enthoven, Préface à Camus, *Œuvres*, Gallimard, coll. « Quarto », 2013 ; Paul Audi, *Qui témoignera pour nous ?*, Verdier, 2013 ; Laurent Bove, *Albert Camus, de la transfiguration*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2014.

<sup>33</sup> Albert Camus, *Actuelles. Œuvres complètes*, t. 2, *Op. cit.* p. 384-388.

<sup>34</sup> Voir Edwy Plenel, *Le Droit de savoir*, Don Quichotte, 2013, p. 166-167.



l'honneur de la gauche. Ses écrits nous aident à penser notre temps. Ce n'est pas un gourou. Il est un penseur du vingt-unième siècle.

Jeanyves Guérin